



Chrystia Freeland obtient une mauvaise note sur les droits de l'homme des Palestiniens dans l'évaluation des candidats de CJPMO

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 06 mars 2025

Communiqué du CJPMO 4 mars 2025

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [Élections Canada](#), [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 4 mars 2025 - La candidate à la direction du Parti libéral Chrystia Freeland a reçu une note d'échec pour son bilan lamentable en matière de droits de la personne en Palestine, selon [le Guide des candidats à la direction du Parti libéral](#) publié par Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO). Publié aujourd'hui, le guide de CJPMO présente une analyse complète de la position de chacun des candidats sur les droits de la personne en Palestine en se basant sur leurs votes, les médias sociaux, les déclarations de presse, les entrevues publiées, les débats sur le leadership, et plus encore. Mark Carney, considéré comme le favori, a également reçu de mauvaises notes pour le manque d'informations sur ses opinions, partageant la note de « D+ » avec l'ancienne ministre Karina Gould. En tête du classement, CJPMO a attribué un « B- » à Frank Baylis en tant que candidat le plus susceptible d'apporter un changement positif à la politique étrangère du Canada.

Sous la direction de Justin Trudeau, le Parti libéral a été un soutien obstiné d'Israël en dépit de ses nombreuses violations des droits de la personne, et même si [seulement 22% des sympathisants du parti ont une opinion favorable d'Israël](#). CJPMO estime que le nouveau leader libéral aura l'occasion de rompre avec l'échec de Trudeau en matière de complicité avec l'occupation illégale d'Israël et d'adopter une approche de principe qui place les droits de la personne et le droit international au premier plan. [Le nouveau guide de CJPMO](#) indique quels candidats à la direction sont les plus ou les moins susceptibles de tracer une nouvelle voie pour le parti. Malheureusement, bien que l'analyse de CJPMO démontre un éventail d'opinions entre les candidats sur la question de la Palestine, aucun d'entre eux n'a reçu une excellente note.

« Pendant des années, Chrystia Freeland a utilisé son autorité au sein du gouvernement Trudeau pour promouvoir des relations plus étroites avec Israël tout en repoussant les critiques légitimes de ses violations des droits de la personne. Elle est la candidate la moins susceptible de défendre le peuple palestinien confronté à un génocide », a déclaré Michael Bueckert, président par intérim de CJPMO.

Dans le même temps, CJPMO a attribué à Mark Carney, le favori, une note à peine plus élevée, à savoir « D+ ». Même s'il n'a pas les mêmes antécédents anti-palestiniens que Mme Freeland, ses positions sont soit inexistantes, soit non testées et restent donc un mystère. CJPMO estime que son bilan vide indique probablement qu'il n'est pas intéressé

par cette question et qu'il est plus susceptible de maintenir le statu quo, tandis que ses quelques déclarations lors du génocide de Gaza suggèrent qu'il penche dans une direction pro-israélienne.

CJPMO a également attribué un D+ à Karina Gould en raison de son bilan mitigé au sein du gouvernement Trudeau. D'une part, en tant que ministre du Développement international, CJPMO reconnaît que Mme Gould a admirablement défendu l'aide humanitaire aux Palestiniens contre les attaques des conservateurs. D'autre part, elle a promu un soutien indéfectible à Israël, a voté pour condamner les partisans du mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), et cherche à affaiblir l'embargo limité sur les armes à destination d'Israël.

D'autre part, Frank Baylis (B-) s'est facilement hissé au sommet de la liste en tant que candidat le plus susceptible de défendre une approche axée sur les droits de la personne, et il a fait du soutien à la création d'un État palestinien un élément clé de sa campagne. Cependant, CJPMO est déçu que Baylis ait également voté pour condamner le mouvement BDS, et qu'il ne préconise pas encore les mesures concrètes nécessaires au respect des droits de la personne, telles que des sanctions ou un embargo sur les armes.

« Il est extrêmement décevant que, même au milieu d'un génocide, le Parti libéral ait décidé que la Palestine ne méritait guère de débat politique au-delà d'une simple question sur la création d'un État. Aucun des candidats ne discute des véritables outils politiques nécessaires pour faire respecter les droits de la personne et demander des comptes aux auteurs de crimes de guerre, tels qu'un embargo sur les armes », a ajouté M. Bueckert. « Malgré la faiblesse de la mise en scène du débat entre les candidats à la direction, nous espérons que ce guide mettra en lumière les vraies différences entre eux sur la Palestine, afin que les électeurs puissent voir où leurs promesses et leur rhétorique sur les droits de la personne ne sont pas à la hauteur.

CJPMO est une organisation non partisane et ne soutient aucun parti politique en particulier. CJPMO a fourni des évaluations similaires lors des dernières courses à la direction du NPD et des Verts et publie des guides lors des élections fédérales. CJPMO reconnaît que la Palestine n'est pas la seule préoccupation des membres du PLC, mais espère que cette évaluation aidera les électeurs à faire un choix éclairé lorsqu'ils voteront pour un nouveau chef. Le vote en ligne pour la course à la direction du Parti libéral se termine le 9 mars 2025.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec Michael Bueckert, président intérimaire, CJPMO : 613-315-7947 ou michael.bueckert@cjpme.org

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO
Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2025

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca